



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
2 août 2017
Français
Original : anglais

Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Dixième session

New York, 13-15 juin 2017

Compte rendu analytique de la 4^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 14 juin 2017, à 15 heures

Président : M. Panayotov (Bulgarie)

Sommaire

Questions relatives à l'application de la Convention (*suite*)

- a) Débat général : deuxième décennie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées : inclusion des personnes handicapées et des organisations qui les représentent, et leur pleine participation à l'application de la Convention (*suite*)
- b) Table ronde 2 : inclusion des personnes handicapées et leur pleine participation aux activités humanitaires

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 15 heures.

Questions relatives à l'application de la Convention
(suite)

a) Débat général : deuxième décennie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées : inclusion des personnes handicapées et des organisations qui les représentent, et leur pleine participation à l'application de la Convention (suite)

1. **M. Howe** (Royaume-Uni) dit que le Ministère du développement international est fermement attaché à la prise en compte du handicap et espère que des mesures seront prises à l'échelle mondiale pour promouvoir l'inclusion et l'autonomisation des personnes handicapées. Le premier examen périodique destiné à examiner l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées au Royaume-Uni est en cours. Le Gouvernement appuie de nombreux programmes pour veiller à ce que les personnes handicapées aient accès à une éducation de qualité et à des emplois productifs, mais aussi à ce qu'elles ne soient plus victimes de stigmatisation et de discrimination. Les contributions versées au Disability Rights Fund (Fonds pour les droits des personnes handicapées) permettront d'accorder 300 modestes subventions en vue d'aider des organisations de personnes handicapées à travers le monde. L'initiative Girls' Education Challenge a donné à plus de 46 000 filles handicapées un accès à l'éducation, à la fois au Kenya et en Ouganda. En outre, les investissements engagés au Ghana ont permis de former plus de 4 000 professionnels de la santé dans le domaine de la santé mentale.

2. Les personnes handicapées devraient bénéficier à la fois de l'assistance internationale et de l'aide humanitaire. Le Royaume-Uni a donc commencé à prendre en compte les personnes handicapées dans ses dépenses en matière d'aide et appelle les autres États à faire de même. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour apporter une assistance, échanger les meilleures pratiques et se tenir mutuellement responsables. Il est nécessaire de recueillir des données ventilées et cohérentes sur les personnes handicapées. Le bref questionnaire sur le handicap, proposé par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités est une bonne ressource, qui peut être exploitée dans le cadre d'enquêtes sur les ménages et de recensements nationaux. Par l'intermédiaire du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Royaume-Uni propose actuellement une nouvelle méthode de suivi des dépenses en matière d'aide à la prise en compte du handicap.

3. Le Royaume-Uni souhaite former une coalition à l'échelle mondiale et établir des partenariats novateurs et porteurs d'un changement réel et durable. En 2018, le pays organisera une conférence mondiale sur la prise en compte du handicap, en vue de mettre en commun les meilleures pratiques et les données factuelles et autres; d'intensifier les interventions à cet égard et d'accroître les investissements; et de renforcer l'encadrement.

4. **M. Darmanin** (Malte) déclare qu'en 2006, les États Membres ont officiellement décidé d'écarter l'approche médicale du handicap, pour privilégier un modèle fondé sur les droits de l'homme. Toutefois, il est nécessaire de déterminer dans quelle mesure la Convention relative aux droits des personnes handicapées a réussi à instituer cette nouvelle approche, si les États Membres sont parvenus à la mettre en œuvre et quelles mesures sont actuellement prises pour provoquer un réel changement de mentalité dans la société.

5. À Malte, le Parlement examine actuellement une législation qui consacrerait la Convention dans le droit interne et garantirait la justiciabilité des droits des personnes handicapées. Néanmoins, certains obstacles subsistent à l'acceptation et à l'intégration des personnes handicapées dans la société. Les lois de portée générale ne suffisent clairement pas à amorcer le changement, elles doivent être complétées par une stratégie nationale efficace et coordonnée, en vue de la mise en œuvre de la Convention et des mécanismes prévus à cet effet. Le Gouvernement a ainsi élaboré une stratégie nationale sur le handicap, à partir des consultations qu'il a organisées avec les parties prenantes concernées. Au niveau international, Malte a, au cours de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, veillé à ce que la question des personnes handicapées figure dans le dernier Consensus européen sur le développement en date.

6. **M. Haji** (République-Unie de Tanzanie) dit que son pays reste déterminé à atteindre les objectifs de développement durable, qui ont été intégrés dans la législation et les programmes du pays sur le développement, la croissance économique, la pauvreté et la santé. Le Gouvernement a mis en place des cadres réglementaires et des politiques destinés à garantir les droits et la protection des personnes handicapées, et s'est attaché à sensibiliser le public à la question du handicap, afin que celle-ci soit mieux perçue et cernée. Il continuera de financer des programmes consacrés aux personnes handicapées et s'efforcera d'intégrer les questions relatives au handicap dans tous les secteurs pour mettre un terme à la discrimination et accroître la participation des personnes handicapées.

7. La communauté internationale doit honorer son engagement de lutter contre l'exclusion, d'ouvrir des perspectives pour tous et de bâtir une société dans laquelle les personnes handicapées ne sont plus uniquement perçues comme étant tributaires d'aides, mais plutôt comme une source productive et autonome de développement social, culturel, politique et économique.

8. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) estime que la participation des personnes handicapées est indispensable à la mise en œuvre effective de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, étant donné qu'elle a permis d'aboutir à l'adaptation des politiques en fonction de leurs besoins réels.

9. La Convention a permis à la Belgique d'améliorer et de renforcer la participation de l'ensemble de la société civile, mais aussi d'organiser des échanges constructifs avec celle-ci. De nombreuses organisations ont mis en place des conseils consultatifs, conformément à la Convention, et participé à l'élaboration des politiques au moyen de consultations officielles et informelles. Composée de 23 personnes (des membres de la société civile, des partenaires sociaux et des universitaires), la commission indépendante chargée de suivre l'application de la Convention débat régulièrement des avis et des recommandations adressés au Gouvernement. Les organisations de la société civile ont également été consultées lors de l'élaboration du rapport sur l'application de la Convention. Compte tenu du rôle essentiel que joue la société civile en Belgique, M. Pecsteen de Buytswerve exhorte les États à associer ces organisations aussitôt que possible.

10. **M^{me} Saeed** (Soudan) dit que son pays a réaffirmé sa volonté de garantir aux personnes handicapées l'exercice de leurs droits en adoptant et en modifiant la législation, ainsi qu'en élaborant des stratégies appropriées. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et pour que nul ne soit laissé-pour-compte, les personnes handicapées doivent être intégrées dans tous les aspects de la vie, et la communauté internationale doit partager ses données d'expérience et redoubler d'efforts en matière de coopération. La législation des pays doit être alignée sur le Programme 2030 et ses objectifs doivent être réalistes.

11. En 1972, le Soudan promulguait sa première législation visant à protéger les personnes handicapées, avec une loi régissant l'emploi des personnes aveugles. En 2017, le pays a adopté une loi spécifique sur les personnes handicapées, qui a été élaborée avec la

participation active de tous les secteurs de la société. Le Gouvernement a également défini une stratégie quinquennale, destinée à promouvoir des possibilités de travail décent pour les personnes handicapées, ainsi que leur autonomisation économique. En outre, le Conseil national des personnes handicapées relève désormais directement du Président, et compte également sur la participation des ministres concernés et des organisations non gouvernementales. Plusieurs ministères ont organisé des conférences sur les personnes handicapées, auxquelles les organisations de la société civile ont participé, en vue d'étudier les initiatives potentielles et d'en relever les lacunes. Des recommandations ont été faites pour unir les efforts en vue de surmonter les obstacles à la mise en œuvre d'une législation réaliste. Ainsi, le Soudan a considérablement progressé dans la mise à jour du code du bâtiment, dans l'application des amendements, conformément aux lois relatives aux personnes aveugles, appelées « White Cane », mais aussi dans la prise en compte de la question du handicap dans les assurances maladie.

12. **M. Shingiro** (Burundi) dit qu'en 2010, le Président a triplé le budget consacré aux questions de handicap, ce qui a permis d'intensifier les activités visant à promouvoir les droits des personnes handicapées. La Convention relative aux droits des personnes handicapées a été ratifiée en 2014, et le Gouvernement reste déterminé à la mettre en œuvre dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons. À cette fin, un programme pilote a été élaboré avec l'aide de Handicap International, en vue de rendre l'éducation accessible à tous, et un Comité directeur de la Décennie africaine des personnes handicapées a été établi, afin de faire en sorte que la question du handicap soit prise en compte dans tous les domaines de la vie du pays. En outre, un projet de loi portant cadre organique des droits des personnes handicapées, qui prévoit la création d'un comité de suivi et de coordination, a été adopté par le Conseil des ministres.

13. En dépit de ces avancées, le Burundi doit encore relever de nombreux défis, en particulier concernant la collecte de données et l'accessibilité dans les domaines des transports, de l'emploi, de la santé, de l'éducation et du logement. Dans le cadre du recensement prévu en 2018, le Gouvernement envisage donc de recueillir des informations détaillées sur la situation des personnes handicapées, en vue d'établir une base de données utile. Le Burundi invite ses partenaires à soutenir les efforts qu'il déploie en vue de garantir un développement durable, bénéfique à tous et harmonieux, car c'est là le seul moyen d'améliorer la qualité de vie

de toutes les personnes vulnérables, en particulier des personnes handicapées.

14. **M^{me} Minkowitz** (Observatrice du Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry) dit que le centre est une organisation de défense des droits fondamentaux des personnes handicapées basée aux États-Unis, qui vise à fournir des compétences techniques sur les dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et à promouvoir des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités au niveau international et en coopération avec les partenaires nationaux.

15. De nombreux États parties se rapprochent des normes prévues aux articles 12 et 14 de la Convention, mais à ce jour, aucun ne les respecte pleinement. Les États ont l'obligation immédiate de protéger les droits civils fondamentaux suivants: le droit d'être reconnu en tant que personne devant la loi et le droit de ne pas être victime de détention arbitraire et de torture, notamment le droit de ne pas être placé dans une institution ou un hôpital pour y recevoir un traitement forcé. Les États devraient envisager de prendre des mesures rapides et efficaces dans toutes les sphères de leur gouvernement, en vue de mettre un terme au confinement involontaire et aux traitements psychiatriques forcés, ces pratiques constituant une urgence en matière de droits de l'homme et devant cesser. La communauté internationale doit aller au-delà des discussions de réforme législative et prendre des mesures pour mettre fin à ces violations des droits de l'homme. Le centre se tient prêt à fournir une assistance à cet égard.

16. **M^{me} Moe** (Antigua-et-Barbuda) dit que le Gouvernement est en passe d'harmoniser sa législation afin de garantir le plein respect de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de répondre aux besoins de toutes les personnes handicapées. À cet égard, il a mis en place un vaste système de transport adapté aux personnes à mobilité réduite et ultramoderne, rendu l'école maternelle accessible à tous les enfants et formé les enseignants spécialisés à l'évaluation des besoins et à l'adaptation des programmes, pour permettre aux enfants handicapés d'interagir avec les enfants non handicapés et de participer à tous les aspects de la vie scolaire.

17. Si sa délégation apprécie les efforts déployés par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour favoriser une plus grande participation des représentants handicapés, il reste beaucoup à faire. C'est ainsi qu'il est nécessaire de mettre des documents adaptés à la disposition des diplomates participant aux réunions et aux dialogues, conformément aux bonnes pratiques déjà instituées par

certaines organismes des Nations Unies. En outre, des améliorations devraient être apportées au Groupe handicaps afin de mieux aider le personnel des Nations Unies, les diplomates et les visiteurs.

18. **M^{me} Kardaş** (Turquie) dit que la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées a permis de renforcer l'approche du handicap fondée sur les droits, de mieux faire connaître les droits des personnes handicapées et d'encourager une plus grande ouverture au sein de la société turque. Les personnes handicapées, leur famille et les organisations qui les représentent jouent un rôle actif dans l'élaboration, l'application et le suivi de politiques, et grâce à la législation, leurs opinions sont prises en compte à la fois lors de la prise de décisions et dans le cadre de la prestation de services.

19. En tant que responsable de la mise en œuvre et du suivi de la Convention, la Direction générale des services aux personnes handicapées et aux personnes âgées coordonne l'harmonisation des politiques, des lois, des services publics et des ressources du pays avec la Convention, dans tous les secteurs et avec la coopération de la société civile. Elle a pris des mesures pour intégrer la question du handicap dans toutes les politiques et pratiques. En 2013, un conseil de représentants de haut niveau issus d'institutions publiques, d'organisations de la société civile et d'organisations des droits de l'homme a été créé pour surveiller et évaluer les droits des personnes handicapées. D'autres comités ont été mis en place pour surveiller l'accessibilité et mener des audits, infliger des amendes et diffuser des informations sur les pratiques relatives à l'accessibilité. Les personnes handicapées prennent part à l'élaboration et à l'application des politiques urbaines par l'intermédiaire des conseils municipaux, ce qui a permis aux groupes défavorisés de participer à la planification, à l'application et au suivi des services urbains. Le Gouvernement a également pris des mesures en vue de renforcer les capacités des organisations de personnes handicapées et d'encourager ainsi leur participation effective.

20. **M. Saito** (Japon) dit qu'il est nécessaire de prendre des mesures globales pour examiner et améliorer les modèles sociaux relatifs aux personnes handicapées, afin de permettre à ces dernières de s'intégrer pleinement et effectivement dans la société. En prévision des Jeux paralympiques de 2020, le Gouvernement a élaboré un plan d'action visant à adapter son modèle social aux besoins des personnes handicapées, en publiant des manuels sur l'aménagement des logements et sur la révision des normes de construction des bâtiments, conformément aux pratiques internationales. En outre, le Japon a établi

des directives pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

21. Le Japon est attaché à la coopération internationale. Plus de 870 personnes handicapées ont obtenu un emploi grâce à ses projets d'accompagnement professionnel, dans le cadre desquels des personnes handicapées ont bénéficié d'une assistance pour trouver un emploi qui correspondait à leurs capacités. Le Japon a soumis son rapport initial au Comité des droits des personnes handicapées en 2016 et élabore actuellement son quatrième plan-cadre sur les personnes handicapées.

22. **M. Suan** (Myanmar) dit que la Constitution dispose expressément qu'il convient de prendre soin des personnes défavorisées et les plus vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. En vertu de la Constitution, tous les citoyens jouissent de l'égalité des chances dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, et toutes les personnes handicapées ont le droit de participer à la vie politique et à la vie publique. Le Myanmar a adhéré à la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2011 et pris de nombreuses mesures visant à la mettre en œuvre, en promulguant une loi et en créant un comité national pour la protection et la promotion des droits des personnes handicapées. En outre, plusieurs organisations de personnes handicapées collaborent activement avec le Département de la protection sociale.

23. Le Gouvernement a aussi travaillé en partenariat avec plusieurs organisations régionales et internationales. Il a lancé un projet pilote d'intervention rapide auprès de la petite enfance, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Leprosy Mission International. Une enquête portant sur les enfants handicapés a été menée dans neuf municipalités afin de déterminer le niveau de handicap de ces enfants et de délivrer des attestations de handicap. En appui aux personnes sourdes, des programmes de formation d'interprète en langue des signes ont été mis en place, le texte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été traduit en langue des signes et celui de la Convention relative aux droits des personnes handicapées sera lui aussi bientôt disponible. Des festivals ont lieu tous les ans pour soutenir les athlètes remarquables qui ont pris part aux Jeux paralympiques de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et pour que les personnes handicapées participent à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports.

24. Un développement sans exclusion avec la pleine participation des personnes handicapées est essentiel

pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Myanmar est déterminé à appliquer la Convention afin de bâtir un avenir meilleur pour les personnes handicapées et il continuera de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale pour surmonter les difficultés auxquelles font face les personnes handicapées et les personnes défavorisées, afin de les aider à devenir des citoyens forts, confiants et capables.

25. **M. Al-Khaqani** (Iraq) dit que la Convention relative aux droits des personnes handicapées, parce qu'elle consacre leurs droits plutôt que d'être un simple témoignage de compassion, garantit leur pleine participation à la vie des collectivités et de la société. Cependant, les difficultés auxquelles ces personnes se heurtent sont un motif de préoccupation. Certaines n'ont pas conscience de leurs droits. Les femmes handicapées sont exposées encore davantage à la discrimination, car elles sont victimes des traditions sociales, ne bénéficient pas des conditions nécessaires pour travailler et ne peuvent pas bâtir de relations sociales viables. Les personnes handicapées sont menacées par les violences, en particulier dans les pays touchés par le terrorisme. Les groupes terroristes armés en font des objets de traite, vendent leurs organes et utilisent ces personnes pour porter des explosifs, et les filles handicapées sont victimes de violences sexuelles. Étant donné que ces groupes terroristes prennent les services de santé pour cible, les médecins fuient à l'étranger, privant les personnes handicapées de toute possibilité de traitement.

26. **M. Al-Khaqani** invite tous les États Membres à réserver une partie des offres d'emploi aux personnes handicapées. En Iraq, 5 % des emplois ont été mis de côté pour les personnes handicapées, tant dans le secteur public que privé; plus de 20 000 personnes handicapées ont profité de cette initiative. La société civile et la communauté internationale doivent apporter le soutien nécessaire aux victimes d'explosions et de mines anti-personnel, sensibiliser davantage la société aux droits des personnes handicapées et garantir leur pleine participation à tous les processus de prise de décisions.

27. **M^{me} Garcia Ramos** (Observatrice du Conseil citoyen des personnes handicapées) dit que les médias, les gouvernements, le secteur privé, les milieux universitaires et la société excluent généralement le handicap des débats sur la diversité. La Convention relative aux droits des personnes handicapées ne pourra être appliquée que si les acteurs concernés sont tenus personnellement responsables de la réalisation du niveau d'égalité souhaité par les personnes handicapées. Au Mexique, la société civile ne s'est pas mobilisée en une collectivité unie et forte pour promouvoir le

mouvement des personnes handicapées dans la mise en œuvre effective de la Convention. La société civile doit définir ses objectifs avant de pouvoir collaborer avec le Gouvernement et le secteur privé et les aider à comprendre leur rôle dans le mouvement des personnes handicapées.

28. La discussion portant sur le handicap doit être démarginalisée; la communauté internationale doit s'éloigner de la charité et de l'assistance et mettre l'accent sur les façons dont le handicap pourrait mener à l'innovation. M^{me} Garcia Ramos appelle les gouvernements, les milieux universitaires, le secteur privé et la société civile à progresser dans la mise en œuvre de la Convention et à être tenus responsables. Chacun doit agir pour garantir véritablement l'égalité et la pleine intégration des personnes handicapées au Mexique, en Amérique latine et dans le monde.

29. La séance est suspendue à 15 h 50; elle est reprise à 16 heures.

b) Table ronde 2 : inclusion des personnes handicapées et leur pleine participation aux activités humanitaires

30. M. Perera (Sri Lanka), Vice-Président, et M. Kōnkkōlā (représentant de la société civile), prennent la présidence.

31. **M. Perera** (Représentant permanent de Sri Lanka), Coprésident, dit que lors d'une crise, le déplacement et la destruction des infrastructures et des institutions ont des répercussions directes sur des collectivités entières; toutefois, ces événements sont encore plus lourds de conséquences pour les personnes handicapées, parmi les plus marginalisées dans toute situation de crise. Alors que plusieurs catastrophes naturelles et catastrophes dues à l'homme font des ravages partout dans le monde, les États demeurent extrêmement peu préparés à leur faire face. Nombre d'entre eux attendent qu'une catastrophe ait lieu pour prendre des mesures. Dans ces situations, les personnes handicapées reçoivent généralement une protection et des soins minimaux. Il est donc impératif que tous les États élaborent des programmes et des plans d'action humanitaires complets à déployer immédiatement en temps de crise. En outre, ces programmes et ces plans devraient accorder une attention toute particulière aux personnes handicapées qui nécessitent une assistance, un soutien et une protection supplémentaires, ainsi qu'un accès aux services de base pendant les catastrophes, et les personnes handicapées et les organisations qui les représentent doivent prendre activement part à leur élaboration.

32. Lors de la table ronde, des solutions innovantes pour renforcer l'action humanitaire ouverte à tous et le dialogue entre les États, les organismes des Nations Unies, les acteurs humanitaires et les personnes handicapées seront étudiées. On examinera également la façon dont les États, les organismes des Nations Unies et les organisations de personnes handicapées pourront renforcer les capacités d'autres acteurs humanitaires dans le cadre de l'élaboration de programmes d'action humanitaire.

33. **M^{me} Mwape** (Présidente du Conseil d'administration de l'Agence zambienne des personnes handicapées), experte, dit que les personnes handicapées sont aux prises avec des difficultés spécifiques à chaque étape de la gestion des urgences et des catastrophes. La Convention relative aux droits des personnes handicapées impose aux États parties de tenir compte des besoins des personnes handicapées dans les opérations de gestion des urgences et des catastrophes, notamment l'atténuation des effets, la préparation, l'intervention, les secours, le relèvement et la reconstruction. Les États parties doivent aussi prendre les mesures nécessaires pour veiller à la protection et à la sûreté de ces personnes dans les situations où elles courent des risques, notamment les conflits armés, les urgences humanitaires et les catastrophes naturelles. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) prévoit une gestion des risques globale à tous les niveaux ainsi que le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat. Aux termes de cet instrument, les personnes handicapées doivent avoir la possibilité de jouer publiquement un rôle de chef de file et de promouvoir des activités d'intervention, de relèvement, de remise en état et de reconstruction accessibles à tous.

34. Il est impératif que toutes les parties prenantes s'engagent pleinement. Les organisations de personnes handicapées, les acteurs du monde humanitaire et de la société civile et les organismes des Nations Unies doivent former une équipe spéciale, avec l'appui de l'État, afin de définir des directives applicables à une action humanitaire ouverte à tous. Ils doivent collaborer avant, pendant et après une catastrophe pour recenser les vulnérabilités existantes, dresser des registres communautaires et faire en sorte que les plans d'action humanitaire nationaux réduisent les risques pour toute la population, en particulier les femmes, les enfants, et les personnes âgées handicapées. Les États parties à la Convention devront aussi veiller à ce que des mesures des résultats aient lieu pour évaluer l'accès aux services humanitaires et aux renseignements portant sur les services destinés aux personnes handicapées. La

législation et les politiques devront aussi être examinées pour que les systèmes améliorés de communication d'alerte rapide parviennent aux plus vulnérables, pour que toutes les parties prenantes tiennent compte des groupes à risque dans la conception et la mise en œuvre des principes directeurs et des stratégies et pour que les plans d'urgence associent les organisations de personnes handicapées à la planification.

35. Le Gouvernement zambien a amendé la loi et adopté des mesures pour accroître la protection des droits des personnes handicapées et promeut leur intégration et leur pleine participation à l'action humanitaire. Le ministre en charge du développement communautaire et des services sociaux est tenu par la loi de créer des mesures pour la protection et la sûreté des personnes handicapées dans les situations de risque. Des comités provinciaux de gestion des catastrophes et un fonds national de secours en cas de catastrophe ont été mis en place. Dans les centres de gestion des opérations en cas de catastrophe, le service de gestion et d'atténuation des catastrophes apporte de la nourriture, fournit un abri temporaire et distribue des articles médicaux aux personnes handicapées. On dénombre parmi les stratégies innovantes dans le domaine de l'action humanitaire la promotion de l'égalité des sexes, la constitution de réseaux et d'alliances entre les organisations de personnes handicapées, ainsi que le renforcement et le soutien des campagnes de sensibilisation de proximité dans des zones sujettes à des catastrophes naturelles.

36. **M. Alazze** (Secrétaire général du Conseil supérieur des personnes handicapées, Jordanie), expert, dit que la Jordanie connaît bien les difficultés humanitaires particulières que pose la protection des droits des réfugiés handicapés. Le pays abrite plus de 2 millions de réfugiés fuyant le conflit politique qui se prolonge en Palestine. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a enregistré 355 000 réfugiés vivant dans dix camps de réfugiés dans toute la Jordanie. Cependant, il n'existe aucune donnée particulière sur le nombre de personnes handicapées parmi ces réfugiés. Les organismes des Nations Unies, tels que l'UNRWA et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), doivent s'attacher à adopter les normes du Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités afin de déterminer le nombre de réfugiés handicapés.

37. En outre, plus d'un million de réfugiés syriens vivent en Jordanie. Avec une population de près de dix millions de citoyens, le pays peine à subvenir à leurs besoins. Le nombre de réfugiés syriens enregistrés auprès du HCR s'élève à 655 314, mais seulement 7 %

d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés. Par ailleurs, les données sur le nombre de réfugiés handicapés dans les camps de réfugiés syriens sont lacunaires et contradictoires, car chaque organisme adopte une approche différente et utilise sa propre définition des personnes handicapées. Si le nombre de réfugiés syriens handicapés est estimé à près de 19 000, il est probable, vu la réalité des conflits armés, que le nombre soit bien plus élevé.

38. La communauté internationale doit œuvrer collectivement, en accord avec l'article 32 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, pour recueillir des données exactes sur le nombre de réfugiés qui reçoivent des services. Les organismes des Nations Unies et les organisations internationales travaillant dans les domaines de l'aide humanitaire, des conflits armés et de la protection des civils doivent adopter un plan stratégique pour fournir une prestation particulière aux personnes handicapées afin qu'elles aient accès aux services humanitaires au même titre que les autres.

39. **M. Mitra** (Coprésident, Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la prise en compte des personnes handicapées dans l'action humanitaire et Spécialiste de programme pour les enfants handicapés du Fonds des Nations Unies pour l'enfance), intervenant, dit que les personnes handicapées font clairement face à des risques accrus dans les situations d'urgence; toutefois, d'abondantes preuves semblent indiquer que l'action humanitaire ne les prend souvent pas en considération, ce qui les exclut encore davantage de la société. L'assistance humanitaire vitale est souvent inaccessible aux enfants et aux adultes handicapés, lesquels, en particulier les femmes et les filles, ne sont généralement pas consultés lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Cependant, l'action humanitaire ouverte à tous a commencé à gagner du terrain ces dernières années. La Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, adoptée au Sommet mondial sur l'action humanitaire, met les personnes handicapées au premier plan de l'action humanitaire, et le Groupe d'appui interorganisations pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées a créé un groupe de travail sur l'article 11 aux fins d'une meilleure coordination de l'aide humanitaire. Si la communauté internationale ne doit laisser personne de côté, elle doit s'occuper de la situation de neuf millions de personnes déplacées handicapées. Les bonnes pratiques n'existent que de manière localisée et doivent prendre de l'ampleur.

40. Les personnes handicapées pourraient grandement contribuer à la conception et à la mise en œuvre de

l'action humanitaire ouverte à tous. Les intervenants humanitaires doivent donc établir des partenariats plus étroits avec les personnes handicapées et les organisations qui les représentent. L'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées a accru le rôle des personnes handicapées et des organisations qui les représentent : on pourrait utilement s'en inspirer pour renforcer leur participation dans le secteur humanitaire. Les données doivent être ventilées par type de handicap, pour servir à l'élaboration de programmes ouverts à tous. L'évaluation des besoins humanitaires, l'un des éléments fondamentaux de la conception de l'action humanitaire, doit prendre en compte les besoins des personnes handicapées. Un certain nombre d'outils peuvent améliorer la fiabilité des données aux fins de la promotion de l'action humanitaire ouverte à tous, tel que le bref questionnaire sur le handicap proposé par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités et le module sur le fonctionnement de l'enfant établi par l'UNICEF et ce même groupe.

41. Le renforcement des capacités est essentiel à l'intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire, et de nombreux projets sont en cours. L'UNICEF publiera une série de lignes directrices sur l'intégration des enfants handicapés à l'action humanitaire, qui s'appuiera sur la pratique et l'expérience des professionnels sur le terrain. L'UNRWA a aussi élaboré des directives sur l'intégration du handicap et prévoit de dispenser des cours de formation afin qu'elles puissent être diffusées auprès du personnel clé des organismes. Le HCR et la Women's Refugee Commission conçoivent un cours d'apprentissage en ligne sur l'intégration du handicap. Des directives mondiales renforceraient la responsabilisation et transformeraient la pratique. L'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la prise en compte des personnes handicapées dans l'action humanitaire a été créée pour élaborer des directives interorganisations. Elle est composée d'États Membres, d'organisations de personnes handicapées, d'organismes des Nations Unies et d'organisations de la société civile, et elle est coprésidée par International Disability Alliance, Handicap International et l'UNICEF. Avec le soutien de l'Australie et de la Finlande, l'Équipe spéciale a déjà commencé à recueillir des éléments tangibles et des données. Des ateliers réunissant diverses parties prenantes et des consultations sur le terrain sont prévus et M. Mitra encourage les États Membres à prendre part à cette initiative.

42. Si les urgences humanitaires sont sources de risques et d'incertitudes pour les personnes

handicapées, elles peuvent aussi être l'occasion et le point de départ de leur intégration. Les infrastructures humanitaires et la reconstruction ne doivent pas ériger de nouveaux obstacles. Quand les personnes handicapées sont intégrées à la planification dès l'étape de conception, la construction d'infrastructures accessibles n'entraîne aucune dépense supplémentaire.

43. **M. Pant** (Fédération nationale des sourds du Népal), participant, illustrant ses propos par des diapositives numériques, revient sur les interventions humanitaires au Népal suite aux séismes survenus en 2015, qui ont fait 73 000 morts et 14 000 blessés. Parmi les victimes figuraient cinq sourds tués et cinq autres blessés. En outre, les séismes ont complètement détruit quatre écoles pour sourds et endommagé des centaines de maison appartenant à des sourds. Les personnes dont la maison a été détruite ont dû être relogées dans des camps.

44. Des interprètes en langue des signes ont été mobilisés pour assister les victimes durant les séismes. Au lendemain des séismes, la Fédération a fait des enregistrements afin d'aider les sourds à se préparer aux catastrophes humanitaires, grâce à des subventions de l'International Deaf Emergency et de l'Association nationale des sourds de Suède. En s'alliant avec d'autres organisations de personnes handicapées, la Fédération a tenté, sans succès, de faire pression sur le Gouvernement pour améliorer les opérations de sauvetage et les efforts de reconstruction. Néanmoins, cette collaboration a permis d'esquisser un plan de préparation en prévision des catastrophes. En raison des caractéristiques géographiques du Népal, beaucoup de victimes des séismes ont été inaccessibles, ce qui a causé des morts évitables. La Fédération entend sensibiliser à l'article 11 de la Convention et faire part des expériences vécues par les sourds du Népal durant les séismes, dans l'espoir que les enseignements qui en découlent serviront à améliorer la préparation en prévision des catastrophes.

45. **M^{me} Devandas Aguilar** (Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées), participante, déclare qu'en dépit des progrès de la science et de la technologie, qui pourraient permettre d'assurer un développement durable pour tous, le monde traverse l'une des crises humanitaires les plus persistantes de son histoire récente. Les conflits armés, les catastrophes naturelles, les inégalités et l'absence de systèmes de soutien et de protection sociale appropriés exacerbent l'une des pires crises migratoires que le monde ait jamais connues. Si les personnes handicapées sont l'un des groupes les plus touchés par ces situations d'urgence humanitaires, elles sont les moins visibles et rencontrent les plus grands obstacles à l'accès à l'aide humanitaire.

Dans ce genre de situations, les personnes handicapées sont plus susceptibles de faire l'objet de discrimination, de mauvais traitements, de violence et d'abandon, et le manque de formation et de sensibilisation des acteurs entrave quotidiennement l'efficacité d'une action humanitaire déjà défaillante. Depuis l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la communauté internationale a accompli des progrès vers l'inclusion de ces personnes dans les instruments de protection internationaux, tels que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Cependant, la communauté internationale doit veiller à ce que ces engagements politiques de haut niveau soient traduits en actes concrets.

46. Pour assurer l'inclusion totale des personnes handicapées dans l'action humanitaire, l'approche médicale et les interventions humanitaires paternalistes et sélectives doivent faire place à une approche fondée sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme. Il convient de renforcer la coopération financière et technique pour que les mesures existantes bénéficient également aux personnes handicapées, et de mobiliser davantage de ressources afin de satisfaire leurs besoins. Il convient également d'améliorer la collecte des données afin de disposer de données ventilées sur les incapacités et d'élaborer et d'adopter des directives et des orientations techniques. Les États doivent redoubler d'efforts sur le plan politique et financier pour appuyer les initiatives visant à inclure les personnes handicapées dans l'action humanitaire. M^{me} Devandas Aguilar appelle donc les États qui n'ont pas encore signé la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire à le faire.

47. Les organismes des Nations Unies, le Réseau mondial d'action pour les personnes handicapées et les États ont grandement contribué aux progrès accomplis en matière d'inclusion. La communauté internationale doit appuyer les référents dans les organismes des Nations Unies et renforcer leurs rôles. Seule une action humanitaire inclusive garantira le succès des initiatives menées au niveau international contre la pauvreté et l'exclusion. Les personnes handicapées les plus vulnérables ne peuvent pas tirer profit du développement international si les mesures de prévention, de préparation, d'intervention et de reconstruction ne sont pas accessibles et inclusives. En outre, la communauté internationale doit collaborer plus étroitement avec les États membres du Conseil de

sécurité afin d'accroître la visibilité et l'importance des personnes handicapées dans cette instance.

48. M^{me} Degener (Comité des droits des personnes handicapées), participante, dit qu'il est indispensable d'améliorer la place accordée aux personnes handicapées dans l'action humanitaire, car les situations d'urgence et les crises sont devenues plus fréquentes et leur ampleur a considérablement augmenté. L'établissement de rapports est un moyen important de renforcer les instruments internationaux, c'est le cas notamment des rapports périodiques présentés en vertu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et des examens volontaires effectués dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La plupart des rapports présentés en application de l'article 35 de la Convention sont accompagnés de rapports parallèles établis par des organisations de personnes handicapées ou par des organisations non gouvernementales. Dans ces rapports, les États doivent présenter les mesures prises pour garantir aux personnes handicapées et aux organisations qui les représentent une participation effective à toutes les phases des stratégies, plans et protocoles relatifs à la réduction des risques de catastrophe et aux Situations d'urgence humanitaire; les efforts déployés pour veiller à ce que les mesures de réduction des risques soient accessibles et qu'elles ne laissent aucun groupe à l'écart, comme indiqué dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030); les mesures adoptées pour optimiser le recours aux médias, afin de fournir, en temps voulu aux personnes handicapées, notamment celles qui sont plus susceptibles d'être marginalisées, des informations pertinentes et accessibles sur les risques de catastrophes et les situations d'urgence humanitaire, y compris sur les systèmes d'alerte rapide; les mesures prises pour assurer la protection et la sûreté des personnes handicapées dans les situations de crise; les mesures adoptées pour s'assurer que les processus de remise en état, de réinstallation, de reconstruction au lendemain de catastrophes sont fondés sur une évaluation des risques, inclusifs et que les bâtiments sont accessibles aux personnes handicapées, grâce à l'incorporation de la conception universelle et du principe du « mieux reconstruire » ainsi que sur les mesures prises pour sensibiliser régulièrement et efficacement les secouristes de la défense civile et d'autres acteurs humanitaires à l'adoption d'une approche de l'âge et des incapacités fondée sur les droits de l'homme et sur le principe de ne pas faire de laissés-pour-compte dans les situations de risque et les urgences humanitaires. Après avoir examiné les rapports, le Comité essaie de formuler brièvement des propositions et invite les États à lui indiquer les progrès accomplis à cet égard, puis engage

un dialogue constructif sur la meilleure façon d'améliorer ces progrès.

49. Étant la seule femme à siéger au Comité, M^{me} Degener est d'avis qu'une approche intersectorielle fondée sur les droits de l'homme doit être adoptée afin de promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire. La question des discriminations multiples dont sont victimes les femmes et les filles handicapées doit être abordée dans toutes les phases de la planification et de la mise en œuvre, et ces groupes doivent jouer un rôle de premier plan dans la réduction des risques de catastrophes et dans l'action humanitaire.

50. **M. Kõnkkõlä** (représentant de la société civile), coprésident, dit qu'il a visité plusieurs zones touchées par des crises au cours des dernières années. Sa dernière visite a été dans un camp de réfugiés au Liban, où les réfugiés handicapés font face à de nombreuses difficultés. M. Kõnkkõlä a été déçu de constater que l'Union européenne a financé 12 toilettes, mais qu'aucune n'est accessible.

51. **La représentante de l'Italie** dit que l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire est l'une des principales priorités de son pays en matière de coopération internationale. Plusieurs projets visant à aider les personnes handicapées dans les situations de crise sont actuellement mis en œuvre, et des coordonnateurs ont été désignés aux niveaux national et local, afin de prendre en compte les questions relatives aux handicaps dans toutes les activités d'assistance humanitaire. Depuis longtemps, l'Italie promeut l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, thème qui a été abordé pour la première fois à l'Union européenne lorsqu'elle a présidé le Conseil de l'Union en 2014. Le Gouvernement italien a organisé des manifestations en collaboration avec Handicap International, la Finlande, l'Australie et l'Ouganda, afin de promouvoir la signature de la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire.

52. La représentante de l'Italie demande quelles améliorations pourraient être apportées afin d'aider les personnes déplacées et ce qu'il convient de faire pour les placer au cœur de l'action humanitaire. Elle cherche également à savoir si on a recueilli des données sur la présence de personnes handicapées parmi les migrants ralliant l'Europe, ainsi que sur les besoins de celles-ci, et s'interroge sur la manière dont ces données sont utilisées par les organisations qui aident les migrants, en particulier les enfants présentant des incapacités physiques ou mentales.

53. **La Représentante du Royaume-Uni** dit que sa délégation appuie l'invitation faite aux États d'adopter la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, instrument stratégique susceptible d'éclairer les politiques et les programmes quant aux besoins des personnes en danger dans les conflits et les situations d'urgence humanitaire. Les organismes compétents doivent coopérer et convenir d'utiliser des outils communs pour recenser les personnes handicapées et leurs besoins dans les situations d'urgence complexes, qui évoluent rapidement. À cet égard, le Royaume-Uni appuie le bref questionnaire sur le handicap proposé par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités et finance actuellement des recherches visant à déterminer la manière dont ce questionnaire pourrait être utilisé pour recueillir des données supplémentaires exactes afin de mieux répondre aux besoins des personnes handicapées.

54. La représentante du Royaume-Uni s'interroge sur la meilleure façon dont la communauté internationale pourrait s'appuyer sur les coordonnateurs pour les questions relatives au handicap, les soutenir et accroître leur influence dans le système humanitaire.

55. **L'observatrice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)** dit que si tous les Syriens souffrent de la réduction de l'accès aux services de base et aux possibilités, ainsi que de l'affaiblissement de la protection des droits de l'homme et de la préservation de la dignité humaine, les enfants sont les plus touchés. Même si ces derniers peuvent être résilients, ils n'ont pas les capacités et les moyens nécessaires pour se protéger eux-mêmes de la violence, des mauvais traitements, de l'exploitation, de l'exclusion et de la marginalisation. Ce constat est particulièrement vrai pour les enfants handicapés, qui sont devenus de plus en plus invisibles. Ils n'ont pas accès à des services inclusifs et ne bénéficient pas de l'action humanitaire, qui peine à répondre aux besoins de la population dans son ensemble. En outre, les familles d'enfants handicapés sont plus exposées à la pauvreté, à la marginalisation et à l'exclusion. L'UNICEF a donc décidé de promouvoir un programme s'adressant aux enfants handicapés en Syrie, qui apporte des aides financières régulières et des services sociaux aux familles d'enfants gravement handicapés. Plus de 4 000 enfants d'Alep ont bénéficié du programme, qui devrait être étendu à Tartous, à Lattaquié et à Damas. Des financements ont été accordés par l'Allemagne, l'Italie et le Japon et l'observatrice de l'UNICEF espère que d'autres donateurs contribueront au programme, grâce auquel des familles d'enfants handicapés,

oubliées et abandonnées durant la crise, ont recouvré leur dignité.

56. **La représentante du Canada** dit que son pays a élaboré un cadre global de gestion des urgences et un guide de préparation aux situations d'urgence à l'intention des personnes handicapées et recensé les besoins de celles-ci afin de les aider, ainsi que leurs soignants bénévoles, à se préparer aux situations d'urgence. Conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le Gouvernement s'est engagé à favoriser l'autonomie des femmes et des personnes handicapées afin qu'elles puissent diriger et promouvoir des activités d'interventions équitables et ouvertes à tous, et s'efforcera d'encourager la participation effective des personnes handicapées aux politiques et pratiques de gestion des urgences. Le Canada coopère avec les partenaires humanitaires afin que les besoins des personnes les plus vulnérables, y compris les handicapés, soient pris en compte lors des interventions humanitaires. Le Gouvernement canadien finance actuellement en Irak un projet visant à fournir des services de réadaptation d'urgence aux déplacés ayant des limitations fonctionnelles et à leurs soignants.

57. Le Canada a récemment entériné la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire et invite instamment les autres pays à en faire autant. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Déclaration de Sendai et la Charte offrant une occasion unique d'assurer l'inclusion effective des personnes handicapées dans l'action humanitaire, la délégation canadienne est ouverte à toute suggestion que formuleraient les participants sur la manière dont les États pourraient mettre à profit ces instruments pour promouvoir la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

58. **L'observateur de la Fédération malienne des associations des personnes handicapées** dit que beaucoup d'États africains sont en proie à l'instabilité socio-économique, qui touche fortement les personnes handicapées. En 2014, la Fédération a organisé un atelier visant à aider les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest à élaborer des politiques de gestion des situations d'urgence. La Fédération a également dressé une carte des instabilités dans la région et mené des études dans ces zones instables afin de recueillir des données qui pourraient faciliter la prise de décisions. En consultation avec les personnes handicapées et grâce à la bonne volonté du Gouvernement malien, des pratiques exemplaires ont été définies en vue de garantir la sécurité des personnes handicapées vivant dans des zones instables. Malheureusement, des personnes ont

été tuées avant que le Gouvernement ne s'implique. L'ONU doit donc agir et aider les États à définir des pratiques exemplaires aux fins de la participation pleine et effective des personnes handicapées à l'action humanitaire afin qu'elles puissent vivre en toute sécurité et ne pas être abandonnées.

59. **Le représentant du Mexique** dit que son pays a participé à l'élaboration du cadre réglementaire international visant à renforcer la reconnaissance et l'exercice des droits des personnes handicapées, y compris la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et la résolution sur les droits des personnes handicapées dans les situations de risque et les situations d'urgence humanitaire, adoptée par le Conseil des droits de l'homme en mars 2016. Le Mexique a également signé la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire. Pour donner suite à ces engagements, le Gouvernement mexicain a adopté une loi sur la prévention et la sécurité des personnes handicapées en cas de catastrophes et d'urgences dans l'objectif de définir les normes fondamentales de protection civile que doivent respecter les organisations privées, publiques et sociales, ainsi que les universités, dans leurs plans d'urgence en cas de catastrophes naturelles ou anthropiques.

60. Au Mexique, le Centre national de prévention des catastrophes a utilisé le bref questionnaire sur le handicap proposé par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités pour recenser les personnes handicapées afin de les évacuer en priorité en cas d'urgence. Le représentant du Mexique s'interroge sur les mesures que l'on pourrait prendre pour recenser les personnes handicapées dans les situations de risque et durant la phase de relèvement, afin de veiller à ce qu'elles aient accès à l'assistance et aux ressources telles que l'eau, le logement et les vêtements. Le Mexique souhaite améliorer les systèmes éducatifs pour que les personnes handicapées ne soient pas négligées dans les situations d'urgence. Le représentant du Mexique demande donc quelles mesures pourraient être prises pour promouvoir des stratégies éducatives accordant une attention particulière aux besoins des personnes handicapées.

61. **L'observatrice de la Women's Refugee Commission** dit que la Commission œuvre à améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants et des jeunes déplacés lors de crises et de conflits, en déterminant quels sont leurs besoins, en proposant des solutions et en faisant prendre conscience de la nécessité de réformer les politiques et les pratiques afin de les

aider à être plus résilients. Il importe de prendre davantage en compte la corrélation entre l'action humanitaire et les activités de développement et de redoubler d'efforts afin d'étendre les services aux femmes et aux filles handicapées déplacées et de promouvoir l'exercice de leurs droits fondamentaux. Les organisations de femmes handicapées issues de communautés en crise ou en proie au conflit peuvent jouer un rôle essentiel en parallèle des activités de développement et de l'action humanitaire dans les situations d'urgence et permettre de rendre la communauté plus résiliente dans les crises prolongées. Les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et la société civile doivent donner un réel pouvoir aux organisations communautaires de femmes handicapées dans les États touchés par un conflit, en leur donnant par exemple la priorité en termes de financement et d'initiatives économiques, leur permettant ainsi de partager leurs données d'expérience et d'assumer davantage de responsabilités à la fois dans l'action humanitaire et dans les activités de développement.

62. La communauté internationale doit veiller à ce que l'égalité des sexes soit prise en compte dans l'élaboration des directives interorganisations sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire. L'observatrice invite les États à appuyer le processus d'élaboration et à utiliser les directives pour promouvoir la prise en compte du handicap dans tous les programmes d'aide humanitaire. La Commission partagera avec plaisir ses meilleures pratiques, ses outils et ressources aux fins de l'inclusion des femmes, des enfants et des jeunes handicapés dans l'action humanitaire.

63. **La représentante de l'Équateur** rappelle que son pays a été secoué par un séisme en avril 2016, qui a fait 673 morts et ravagé de nombreux logements. En 2009, l'Équateur a recensé les personnes handicapées à l'aide d'un système de géodécodage, qui ne s'est pas révélé très efficace pour les retrouver après le tremblement de terre, car beaucoup de maisons étaient détruites et la population était dispersée. Le Gouvernement a, à l'époque, mené des recherches dans les hôpitaux publics et interrogé les amis et voisins. Les personnes qui se trouvaient des hébergements provisoires et des tentes ont reçu des produits de première nécessité. Au lendemain de la catastrophe, le Gouvernement a fourni des services de santé, du matériel orthopédique ainsi qu'une assistance psychologique aux 121 personnes qui ont subi une amputation; il les a également aidées à trouver un logement accessible. L'expérience de l'Équateur démontre l'importance de l'existence d'une base de données opérationnelle et actualisée, ainsi que de services intégrés, ce qui permet à l'État et aux parties

prenantes de communiquer facilement. Il importe également de renforcer les capacités à tous les niveaux; par ailleurs, les citoyens doivent savoir comment procéder en cas de catastrophe.

64. **L'observateur de la Fédération des organisations de personnes handicapées du Malawi** rappelle que la Fédération a travaillé avec des personnes handicapées en 2015 pendant les inondations qui ont touché près de la moitié du pays. La Fédération a collaboré avec le Gouvernement et l'organisation CBM International afin de mettre au point un mécanisme d'intervention visant à garantir que les personnes handicapées reçoivent des articles de première nécessité et des dispositifs d'assistance. Le Groupe des Nations Unies pour le développement appuie l'élaboration d'un projet de réduction des risques de catastrophe qui tienne compte du handicap, conformément aux prescriptions du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. Vingt-cinq personnes handicapées ont été formées pour travailler dans diverses organisations de la société civile chargées de la gestion des catastrophes en vue de promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans les activités liées aux catastrophes. La Fédération examine les outils de collecte de données utilisés par le Gouvernement aux fins de la prise en compte du handicap et mène des campagnes médiatiques sur la nécessité d'intégrer les personnes handicapées dans la réduction des risques de catastrophe.

65. **La représentante de la Finlande** dit que, dans certains cas, il a été estimé que le taux de morbidité des personnes handicapées dans les conflits armés et les situations d'urgence était quatre fois plus élevé que celui des personnes non handicapées. Elle souligne l'importance de la protection de la santé sexuelle et procréative des femmes et des filles handicapées et de leurs droits en matière de sexualité et de procréation dans les situations d'urgence humanitaire et demande instamment à tous les États Membres d'adhérer à la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire. La communauté internationale doit examiner les mesures à prendre pour donner suite aux engagements pris en vertu de la Charte. Les directives interorganisations permettront de renforcer le respect du principe de responsabilité et susciteront des changements dans tous les secteurs et toutes les phases de l'action humanitaire, mais, pour ce faire, il faut que des organisations de personnes handicapées, représentatives de la diversité de cette communauté, notamment des femmes et des filles, soient associées au processus d'élaboration. La Finlande est résolue à soutenir l'élaboration de ces directives et encourage les autres États Membres à lui emboîter le pas.

66. **Le représentant du Maroc** dit que la Convention relative aux droits des personnes handicapées a permis de remplacer la conception médicale, thérapeutique et caritative du handicap par une approche fondée sur les droits de l'homme. Les personnes handicapées et leurs organisations doivent être autorisées à participer activement et efficacement à tous les niveaux de l'aide humanitaire, étant donné que leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience sont essentielles pour éliminer les obstacles et garantir une intervention humanitaire efficace et durable. Les femmes et les filles handicapées, en particulier les femmes et les filles vivant dans les zones rurales et reculées ont besoin de services spécifiques et devraient donc être consultées et associées à la planification des secours et aux interventions humanitaires.

67. L'action humanitaire inclusive suppose une gestion efficace, la diffusion d'informations accessibles à toutes les étapes des situations d'urgence, de véritables consultations avec les personnes handicapées lors de toutes les phases de l'action humanitaire et l'intégration des personnes handicapées dans les cadres existants du système des Nations Unies pour les conflits et les situations d'urgence. Les politiques doivent être durables et veiller à ce que la reconstruction après les situations d'urgence soit inclusive et accessible.

68. **L'observateur de Handicap international** dit que Handicap International a complété son soutien aux projets lancés à l'échelle nationale par des initiatives internationales visant à promouvoir l'inclusion et la participation des personnes handicapées dans l'action humanitaire. En 2015, l'organisation a défini des normes minimales pour l'intégration des personnes handicapées et les a mises à l'essai, puis les a étudiées dans le cadre de consultations approfondies. L'organisation s'engage à recueillir des données et effectuer des travaux de recherche afin de démontrer l'utilité du bref questionnaire sur le handicap dans des contextes humanitaires et d'aider les principaux intervenants à s'en servir.

69. Handicap International s'emploie activement à élaborer des directives interorganisations sur l'intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire. Il aide également les organisations de la société civile et les intervenants des Nations Unies à élaborer leurs propres directives et à examiner leurs pratiques. À cet égard, Handicap International étudie ses propres pratiques pour mieux intégrer les personnes handicapées et mieux collaborer avec leurs organisations. Il aide le Projet Sphère à réviser son manuel, afin d'assurer une meilleure prise en compte des droits des personnes handicapées dans les nouvelles directives.

70. **Le représentant de la Chine** dit que l'action humanitaire doit intégrer des personnes d'horizons très différents. La Chine a adapté une législation relative aux personnes handicapées et a créé une organisation nationale. Le Gouvernement chinois favorise également le respect envers les personnes handicapées, qu'il encourage à prendre part à la coopération internationale. Il est passé du modèle caritatif à la prise en charge des personnes handicapées et à la promotion des activités d'intégration. La Chine garantit le respect des droits politiques, économiques, sociaux et culturels des personnes handicapées. Le Gouvernement favorise les activités humanitaires et l'inclusion de celles-ci dans le développement. Pour démontrer son engagement, la communauté internationale doit placer les personnes handicapées au cœur de son action.

71. **L'observateur de l'Association internationale des porte-paroles des personnes handicapées du Nigéria** a assisté à des manifestations de personnes handicapées en 2012 en République de Corée, après le décès d'une personne en fauteuil roulant dans un incendie. À la suite de cet tragédie, l'Association a reconnu l'importance des données statistiques dans la réduction des risques. Il est impératif de connaître le nombre de personnes handicapées vivant dans une zone délimitée, leur adresse et la nature de leur handicap. Ces informations pourraient aider le personnel de secours à les retrouver, car il faut avant tout les localiser avant de fournir tout autre service. L'intervenant exhorte tous les États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées à être proactifs et adopter ou concevoir des outils aux fins de la collecte de données statistiques sur les personnes handicapées.

72. **Le représentant du Myanmar** dit qu'un cyclone a ravagé les régions côtières du sud du Myanmar en 2008, faisant de nombreux morts et laissant des centaines de milliers de personnes sans-abri, exposées aux blessures et aux maladies. Aucune des organisations de secours fournissant des abris d'urgence n'a pris de mesures spécifiques pour garantir l'accessibilité aux personnes handicapées et l'absence de données a contribué à leur invisibilité. Une loi régissant la gestion des catastrophes a été adoptée en 2013, en vertu de laquelle les organisations fournissant des secours et de l'aide humanitaire lors de catastrophes naturelles doivent accorder la priorité aux personnes handicapées.

73. Le Myanmar a réussi à créer une société plus inclusive grâce à ses partenariats avec des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile et à ses campagnes de sensibilisation sur les questions liées au handicap. Le Gouvernement a organisé des ateliers consacrés au handicap dans tout le pays et met en oeuvre des programmes de sensibilisation

à l'égalité et à la non-discrimination, qui visent également à renforcer la coopération avec les familles des personnes handicapées. Un projet pilote d'intervention en faveur de la petite enfance a été lancé en avril 2017 et plus d'une dizaine d'organisations de personnes handicapées y ont pris une part active et ont collaboré avec le Département de la protection sociale. Les ressources financières et l'assistance technique fournis par les organismes des Nations Unies permettent d'appuyer ces programmes.

74. Étant donné que la technologie joue un rôle essentiel dans l'aide aux personnes handicapées, l'intervenant se demande comment ces dernières pourraient y recourir en cas d'urgence humanitaire et s'il existe un système d'appui disponible au niveau international.

75. **L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** dit que l'action humanitaire doit toucher directement les personnes handicapées, créer des espaces accessibles et modifier les perceptions. À cet égard, le programme sportif du CICR peut être érigé en exemple.

76. La sensibilisation est la pierre angulaire de tout programme humanitaire. Il est impératif de localiser les personnes handicapées et de les informer de leur droit à l'intégration. Le CICR et ses partenaires locaux spécialisés dans la rééducation physique sont bien placés pour mener des activités de sensibilisation aux programmes sportifs, car la plupart des personnes souffrant d'un handicap ont déjà eu recours à leurs services d'orthopédie ou de rééducation.

77. Aux fins de la participation complète et sans entrave des personnes à mobilité réduite aux activités sportives, il est indispensable que, dans un premier temps, les installations soient réaménagées ou conçues pour faciliter l'accès de chacun. Les programmes humanitaires doivent également être adaptés et inclure les personnes handicapées; les espaces et les pratiques humanitaires doivent être modifiés afin de garantir l'accessibilité pour tous.

78. Les sociétés, les familles, les particuliers et les personnes handicapées elles-mêmes doivent changer leur perception des personnes handicapées et de leur rôle dans la société. Les personnes handicapées ne devraient pas être considérées comme des patients ou des bénéficiaires; elles doivent participer directement à la planification et l'exécution de toute action humanitaire afin de garantir leur pleine intégration en temps de crise. Lorsque le CICR a lancé son programme de basket-ball pour femmes en chaise roulante en Afghanistan en 2012, il a été difficile de convaincre les familles et les joueuses elles-mêmes des bienfaits de la

pratique du sport. Toutefois, l'exemple novateur de quelques femmes a permis de modifier la perception de ce qui est possible et normal pour les femmes handicapées physiques dans la société. Actuellement, plus de 120 femmes participent au programme.

79. **M^{me} Devandas Aguilar** (Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées) dit que certaines institutions spécialisées accordent davantage d'intérêt aux personnes handicapées et prennent des mesures sensiblement plus énergiques en leur faveur; en effet, ces dernières ont nommé une personne chargée de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans l'ensemble des activités qu'elles entreprennent. Alors que certaines organisations œuvrent déjà en ce sens, toute entité active dans le secteur humanitaire devrait désigner une personne chargée de promouvoir les droits des personnes handicapées afin de traduire les engagements politiques en mesures concrètes, qui auront des retombées sur la vie de ces personnes.

80. **M. Mitra** (coprésident, Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la prise en compte des personnes handicapées dans l'action humanitaire et spécialiste du programme pour les enfants handicapés du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit qu'il importe que le thème du handicap devienne une question transversale et qu'une personne soit chargée d'éveiller l'intérêt des grandes organisations et de leur fournir des conseils spécialisés en la matière, afin que ce thème alimente les débats de ces organisations. Par exemple, à la suite de la constitution d'une équipe sur le handicap à l'UNICEF en 2011, le nombre de pays présentant des rapports sur les enfants handicapés a quasiment triplé.

81. En réponse à la question posée par le représentant du Mexique, l'enseignement revêt un rôle critique en situation d'urgence. Afin de promouvoir l'intégration des enfants présentant des handicap d'apprentissage scolaires, les écoles et les lieux d'apprentissage temporaires doivent être accessibles et la question de l'intégration doit être prise en compte dans la planification de la formation des enseignants, des programmes de rescolarisation et de la distribution de fournitures scolaires. L'UNICEF a adapté le matériel d'éducation d'urgence pour y ajouter des articles inclusifs destinés aux enfants handicapés.

82. **M^{me} Mwape** (Présidente du Conseil d'administration de l'Agence zambienne des personnes handicapées) dit que la collecte de données est d'une importance primordiale dans l'élaboration d'une intervention globale face aux situations d'urgence humanitaire. Elle convient que l'instabilité socioéconomique a engendré une crise pour les personnes handicapées, en particulier en Afrique, qui

doit être résolue avec le même degré de priorité que les autres catastrophes. Étant donné que les enfants handicapés sont les plus touchés dans les situations de crise humanitaire, il importe de prendre des mesures supplémentaires pour les atteindre durant les catastrophes et de les prendre en compte dans les efforts de reconstruction.

83. **M^{me} Degener** (Comité des droits des personnes handicapées) dit que des normes ont été clairement établies dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, l'article 11 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est temps de traduire ces normes dans les faits. La communauté internationale doit veiller à utiliser les mêmes instruments simples en cas de crises et de situations d'urgence. Les personnes handicapées et leurs organisations doivent être associées au processus d'apprentissage et reconnues en leur qualité d'experts. L'intervenante salue l'adoption par la communauté internationale d'une approche fondée sur les droits de l'homme à l'égard des personnes handicapées.

84. **M. Pant** (Fédération nationale des sourds du Népal) espère que l'Organisation des Nations Unies prendra en compte les situations et les pratiques exposées pendant la réunion à l'heure d'apporter les changements nécessaires pour édifier une communauté plus inclusive.

85. **M. Kōnkkölä** (représentant de la société civile), coprésident, dit que, au cours des cinq dernières années, la communauté internationale a réalisé de grandes avancées dans la prise en compte des droits humanitaires et des questions relatives au handicap dans la recherche de solutions inclusives aux situations d'urgence.

La séance est levée à 18 h 5.